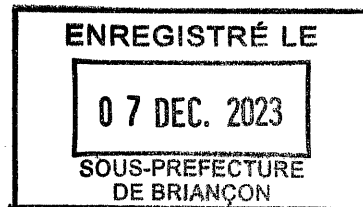


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DÉCISION DU MAIRE
N° DEC 2023.12.05/272

Thème : JURIDIQUE

Objet : Défense des intérêts de la Ville – 34A avenue de la République

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2122-22 (4°, 11° et 16°), L.2122-23, L.2131-1 et L.2131-2 ;

Vu le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 ;

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints en date du 3 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°DEL.2020.10.01/108 du conseil municipal en date du 1^{er} octobre 2020, portant délégation au Maire pour exercer au nom de la commune les attributions indiquées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

DECIDE

Article 1

De se faire conseiller et de défendre les intérêts de la Ville de Briançon dans le dossier relatif à l'occupation irrégulière du bâtiment situé 34A avenue de la République.

Article 2

De désigner à cet effet :

Maître Xavier BOUILLOT

VingtRue Avocats

20, rue des Pyramides

75001 Paris

Qui sera l'avocat de la Ville dans ce dossier.

Article 3

De verser, le cas échéant, les provisions pour honoraires à l'avocat désigné.

Article 4

Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, le premier adjoint, est autorisé à signer, au nom et pour le compte de la Ville, toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Article 5

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en sous-préfecture ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 6

Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée dans les conditions réglementaires habituelles, publiée au recueil des actes administratifs de la Ville, notifiée à l'intéressé et transmise :

- au représentant de l'État dans l'arrondissement de Briançon ;
- au receveur municipal.

Fait à Briançon, le 06 DEC. 2023

Le Maire,



Arnaud MURGIA

Par délégation
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services